



CHAPITRE 63

Loi modifiant la charte de la cité de Joliette et annexant de nouveaux territoires à la municipalité scolaire de la ville de Joliette

[Sanctionnée le 17 avril 1946]

CHAPTER 63

An Act to amend the charter of the city of Joliette and to annex new territories to the school municipality of the town of Joliette

[Assented to, the 17th of April, 1946]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Joliette a, par sa pétition, représenté que sa charte, la loi 25-26 George V, chapitre 124, a besoin d'être modifiée et qu'il serait opportun de lui accorder de nouveaux pouvoirs pour la bonne administration des affaires de la cité;

Attendu que la cité de Joliette a besoin d'annexer de nouveaux territoires;

Attendu qu'il est nécessaire d'annexer également de nouveaux territoires à la municipalité scolaire de la ville de Joliette;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1935,
c. 124,
a. 9a, aj.

1. La loi 25-26 George V, chapitre 124 est modifiée en ajoutant après l'article 9, le suivant:

Territoire
annexé à
la cité.

"9a. Le territoire suivant provenant en partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Paul de la Valtrie et une partie de la municipalité du village Saint-Pierre est annexé à compter de ce jour à la cité de Joliette, ce territoire décrit comme suit, savoir:

Description.

Tout le territoire formé par une partie de chacun des lots suivants, à savoir: 435, 434, 432, 428 des plan et livre de renvoi

Preamble.

WHEREAS the city of Joliette has, by its petition, represented that it is necessary that its charter, the act 25-26 George V, chapter 124, be amended and that it would be expedient to grant new powers for the proper administration of the affairs of the city;

Whereas the city of Joliette needs to annex new territories;

Whereas it is equally necessary to annex new territories to the school municipality of the town of Joliette;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1935,
c. 124,
s. 9a,
added.

1 The act 25-26 George V, chapter 124, is amended by adding after section 9, the following:

Territory
annexed.

"9a. The following territory formed partly from the municipality of the parish of St. Paul de Lavaltrie and partly from the village municipality of St. Pierre shall be annexed from and after this day to the city of Joliette, such territory described as follows, namely:

Description.

All the territory composed of a portion from each of the following lots, to wit: 435, 434, 432, 428 of the official plan and

du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Paul et partie du lot 426 aussi dudit cadastre mais faisant actuellement partie du village Saint-Pierre.

Limites.

Les limites dudit territoire, en référence audit cadastre officiel de la paroisse de Saint-Paul sont les suivantes:—Partant du coin est du lot 435; de là, passant successivement par les lignes et démarcations suivantes:—la ligne sud-est du lot 435 jusqu'au côté ouest du droit de voie du chemin de fer "Canadien-Northern" (embranchement de Montréal) ledit côté ouest dudit droit de voie jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 434; de là, passant dans la limite actuelle de la ville de Joliette en suivant ledit prolongement de la ligne nord-est du lot 434 à travers les lots 426, 428 et 432, ladite ligne du lot 434 et une ligne brisée limitant vers le nord-est le lot 435 jusqu'au point de départ."

book of reference of the official cadastre of the parish of St. Paul and a portion of lot 426 also of said cadastre but now forming part of village St. Pierre.

The boundaries of said territory, with Bound- reference to the said official cadastre of the parish of St. Paul are the following:—Starting from the eastern corner of lot 435; thence, successively passing along the following lines and demarcations:—the southeast line of lot 435 to the western side of the right of way of the Canadian Northern Railway (branch of Montreal) the said western side of said right of way to prolongation of the northeast line of lot 434; thence, passing within the present limit of the town of Joliette following the said prolongation of the northeast line of lot 434 across lots 426, 428 and 432, the said line of lot 434 and an irregular line limiting to the northeast lot 435 to the point of departure."

1935,
c. 124,
a. 10,
remp.

2. L'article 10 de la loi 25-26 George V, chapitre 124 est remplacé par le suivant:

2. Section 10 of the act 25-26 George V, chapter 124, is replaced by the following: 1935,
c. 124,
s. 10,
replaced.

S.R.,
c. 233,
a. 27,
remp.
pour la
cité.

"10. L'article 27 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"10. Section 27 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) is replaced, for the city, by the following: R.S.,
c. 233,
s. 27,
replaced
for city.

Territoire
compris.

"27. La cité de Joliette comprend tout le territoire déterminé de la manière suivante, dont les limites sont les suivantes, savoir:

"27. The city of Joliette comprises all the territory determined in the following manner, the limits of which are as follows, to wit: Territory
deter-
mined.

Limites.

Partant d'un point sur l'axe de la rivière L'Assomption dans le prolongement de la ligne séparative des lots 218 et 221 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Charles-Borromée; de là, en référence aux cadastres officiels de la ville de Joliette et des paroisses de Saint-Paul et de Saint-Charles-Borromée, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: Ledit prolongement et ladite ligne séparative des lots 218 et 221 de la ligne séparative des lots 220 et 222 de Saint-Charles-Borromée, le prolongement de cette dernière ligne dans le lot 418 de Saint-Paul jusqu'à une distance de cinquante pieds au sud-ouest du droit de voie du chemin de fer "Canadien-Northern" (embranchement reliant Joliette à Saint-Jérôme) mesurée le long

Starting from a point on the centre-line of the Assumption river along the extension of the dividing line between lots 218 and 221 of the official cadastre of the parish of St. Charles Borromée; thence with reference to the official cadastres of the city of Joliette and of the parishes of St. Paul and of St. Charles Borromée, passing along the following lines and demarcations in continuity one with the other: the said extension and said dividing line of lots 218 and 221 and the dividing line of lots 220 and 222 of St. Charles Borromée, the extension of such last line within lot 418 of St. Paul to a distance of fifty feet to the southwest of the right of way of the Canadian Northern Railway (branch connecting Joliette with St. Jérôme) measured along said exten-

Limita.

dudit prolongement, une perpendiculaire audit prolongement traversant les lots 418, 419, 420, 421, 422 et 424 de Saint-Paul jusqu'au côté ouest du droit de voie du chemin de fer "Canadian-Northern" (embranchement reliant Joliette à Montréal), ledit côté ouest dudit droit de voie jusqu'à la ligne séparative des lots 435 et 436 de Saint-Paul, le prolongement de cette dite ligne à travers ledit droit de voie et ladite ligne, la ligne séparant les lots 530 et 531 de Joliette des lots 4 et 1 de Saint-Charles-Borromée prolongée jusqu'à l'axe de la rivière L'Assomption, ledit axe jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 16 et 18 de Saint-Charles-Borromée, ledit prolongement, ladite ligne et les lignes séparatives des lots 18 et 67 et des lots 67 et 68 de Saint-Charles-Borromée jusqu'au côté sud du droit de voie du chemin de fer Canadien du Pacifique, ledit côté sud dudit droit de voie, la ligne séparant le lot 553 de Joliette du lot 69 de Saint-Charles-Borromée, le côté sud-ouest du chemin des Prairies, la ligne séparant le lot 586 de Joliette du lot 81 de Saint-Charles-Borromée prolongée jusqu'à l'axe de la rivière L'Assomption et ledit axe jusqu'au point de départ."

Annexion
à Joliette
pour fins
scolaires.

3. 1. Sont détachés de la municipalité scolaire du Ruisseau Saint-Pierre et annexés à la municipalité scolaire de la ville de Joliette, les lots ou parties de lots ci-après mentionnés, savoir:

a) Cette partie du lot 494 du cadastre de la paroisse de Saint-Paul de Lavaltrie, depuis la limite nord-est du lot No 422 dudit cadastre de la paroisse de Saint-Paul de Lavaltrie jusqu'à la ligne de division entre les lots 434 et 435 dudit cadastre;

b) cette partie des lots Nos 422, 424, 425, 428, 432, 433, et 434 dudit cadastre de la paroisse de Saint-Paul de Lavaltrie, situés à l'est de la voie ferrée du Canadien National, laquelle est désignée audit cadastre sous le No 494;

c) Les lots de subdivision A, B, C, D, E, F, G, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 114, 115,

a perpendicular to the said extension crossing lots 418, 419, 420, 421, 422 and 424 of St. Paul to the western side of the right of way of the Canadian Northern Railway (branch connecting Joliette with Montreal), the said western side of said right of way to the dividing line of lots 435 and 436 of St. Paul, the extension of such said line across the said right of way and said line, the line separating lots 530 and 531 of Joliette from lots 4 and 1 of St. Charles Borromée extended to the centre-line of the Assumption river, the said centre-line to the extension of the dividing line of lots 16 and 18 of St. Charles Borromée, the said extension, the said line and the dividing lines of lots 18 and 67 and of lots 67 and 68 of St. Charles Borromée to the southern side of the right of way of the Canadian Pacific Railway, the said southern side of said right of way, the line separating lot 553 of Joliette from lot 69 of St. Charles Borromée, the southwest side of des Prairies road, the line separating lot 586 of Joliette from lot 81 of St. Charles Borromée extended to the centre-line of the Assumption river and the said centre-line to the starting point."

3. 1. Are detached from the school municipality of Ruisseau St. Pierre and annexed to the school municipality of the town of Joliette, lots or portions of lots hereinafter mentioned, namely:

Territory
annexed
to Joliette
for school
purposes.

a. That portion of lot 494 of the cadastre of the parish of St. Paul de Lavaltrie, from the northeast limit of lot No. 422 of said cadastre of the parish of St. Paul de Lavaltrie to the dividing line between lots 434 and 435 of said cadastre;

b. That portion of lots numbers 422, 424, 425, 428, 432, 433 and 434 of said cadastre of the parish of St. Paul de Lavaltrie situated to the east of the Canadian National railroad, which is entered on said cadastre under No. 494;

c. Subdivision lots A, B, C, D, E, F, G, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 114, 115, 116, 117,

116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, du lot originaire 425 dudit cadastre de la paroisse de Saint-Paul de Lavaltrie;

d) Les lots de subdivision 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103 et 104 du lot originaire 426 dudit cadastre de la paroisse de Saint-Paul de Lavaltrie;

e) Cette partie du lot 428 dudit cadastre de la paroisse de Saint-Paul de Lavaltrie, situé à l'est de ladite voie ferrée et les lots de subdivision 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10, 11, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26 et 27 dudit lot originaire No 428;

f) Les lots de subdivision 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 et 25 du lot originaire No 433 dudit cadastre de la paroisse de Saint-Paul de Lavaltrie;

Annexion.

2. Sont détachés de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Paul de Lavaltrie et annexés à la municipalité scolaire de la ville de Joliette, le lot No 435, du cadastre de la paroisse de Saint-Paul de Lavaltrie et la partie dudit lot No 94 dudit cadastre depuis la ligne nord-ouest dudit lot No 435 et la ligne sud-est de ce lot;

Idem.

3. Sont détachés de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Charles Borromée et annexés à la municipalité scolaire de la ville de Joliette le lot No 6 du cadastre de la paroisse de Saint-Charles Borromée et ses subdivisions, ainsi que les parties des lots No 68 et 69 dudit cadastre comprises dans les limites actuelles de la ville de Joliette;

Territoire comprenant la municipalité scolaire de Joliette.

4. La municipalité scolaire de la ville de Joliette comprend tout le territoire délimité de la manière suivante, savoir:

Au nord-ouest, par une ligne commençant à un point situé au milieu de la rivière l'Assomption, sur le prolongement de la ligne sud-est du lot No 213 du cadastre de la ville de Joliette, se dirigeant vers le sud-ouest en suivant ladite ligne de division jusqu'à la limite nord-est du lot No 421 du cadastre de la paroisse de Saint-Paul de Lavaltrie;

Au sud-ouest, par une ligne commençant au point de rencontre de ladite ligne nord-ouest de la ville avec la ligne nord-est dudit lot No 421 et se dirigeant vers le sud en longeant la ligne nord-est des-

118, 119, 120, 121, 122, 123, of the original lot 425 of said cadastre of the parish of St. Paul de Lavaltrie;

d. Subdivision lots 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103 and 104 of the original lot 426 of said cadastre of the parish of St. Paul de Lavaltrie;

e. That portion of lot 428 of said cadastre of the parish of St. Paul de Lavaltrie, situated to the east of said railroad and the subdivision lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10, 11, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26 and 27 of the said original lot No. 428;

f. Subdivision lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 and 25 of the original lot No. 433 of said cadastre of the parish of St. Paul de Lavaltrie;

2. Are detached from the school municipality of the parish of St. Paul de Lavaltrie and annexed to the school municipality of the town of Joliette, lot No. 435, of the cadastre of the parish of St. Paul de Lavaltrie and the portion of said lot No. 94 of said cadastre from the northwest line of said lot No. 435 and the southeast line of such lot;

Annexion.

3. Are detached from the school municipality of the parish of St. Charles Borromée and annexed to the school municipality of the town of Joliette lot No. 6 of the cadastre of the parish of St. Charles Borromée and its subdivisions, together with the portions of lots numbers 68 and 69 of said cadastre included within the present limits of the town of Joliette;

Idem.

4. The school municipality of the town of Joliette shall include all the territory bounded as follows, to wit:

Territory comprising school municipality of Joliette.

On the northwest: by a line commencing at a point situated in the middle of the Assomption river, on the extension of the southeast line of lot No. 213 of the cadastre of the town of Joliette, going towards the southwest, following the said dividing line to the northeast limit of lot No. 421 of the cadastre of the parish of St. Paul de Lavaltrie;

On the southwest, by a line commencing at the point of intersection of said northwest line of the town with the northeast line of said lot No. 421 and going towards the south along the northeast

dits lots Nos 421 et 422 dudit cadastre de la paroisse de Saint-Paul de Lavaltrie jusqu'à la ligne ouest de la voie ferrée du C. N. R., étant le lot No 494 dudit cadastre où déviant à droite, elle longe la ligne ouest de ladite voie ferrée jusqu'à sa rencontre avec la ligne de division entre les lots Nos 435 et 436 dudit cadastre de la paroisse de Saint-Paul de Lavaltrie;

Au sud-est, par une ligne commençant au point de jonction de la ligne ouest de ladite voie ferrée avec la ligne de division entre lesdits lots Nos 435 et 436 et se continuant le long de ladite ligne de division jusqu'à l'extrémité nord-est dudit lot No 436, où déviant à droite, elle se prolonge vers le sud et se confond avec la limite ouest du rang du Vieux Moulin jusqu'à ce qu'elle atteigne la ligne sud-est du lot No 15 où faisant angle à gauche, elle se dirige vers le nord-est en suivant la ligne de division entre le lot No 15 du cadastre de la paroisse de Saint-Charles-Borromée et le lot No 473 du cadastre de la paroisse de Saint-Paul de Lavaltrie jusqu'à un point situé au centre de la rivière l'Assomption, sur le prolongement de ladite ligne d'où elle se continue dans la même direction, en suivant le milieu de ladite rivière jusque vis-à-vis l'extrémité nord-est du lot No 15, où déviant sur la gauche elle se prolonge au milieu de ladite rivière en se dirigeant vers le nord-ouest jusqu'à un point situé au milieu de ladite rivière sur le prolongement de la ligne de division entre les lots Nos 16 et 17 dudit cadastre de la paroisse de Saint-Charles-Borromée, où, déviant à droite, elle se dirige vers le nord-est, le long de ladite ligne de division jusqu'à la limite nord-est dudit lot No 16, de là se dirigeant vers le nord-ouest jusqu'à la ligne de division entre les lots Nos 67 et 68 dudit cadastre, de là suivant ladite ligne de division entre lesdits lots Nos 67 et 68 jusqu'à la limite sud du chemin de fer Canadien du Pacifique, de là, longeant ladite ligne de chemin de fer jusqu'à la ligne de division entre le cadastre de la paroisse Saint-Charles-Borromée et le cadastre de la ville de Joliette, et de là, se dirigeant vers le nord-est, suivant ladite ligne de division jusqu'au chemin de front du rang des Prairies;

line of said lots numbers 421 and 422 of said cadastre of the parish of St. Paul de Lavaltrie as far as the western line of the C. N. R. railroad, being the lot No. 494 of said cadastre whence deviating to the right, it follows the western line of the said railroad as far as its intersection with the dividing line between lots numbers 435 and 436 of said cadastre of the parish of St. Paul de Lavaltrie;

On the southeast, by a line commencing at the point of junction of the western line of the said railroad with the dividing line between the said lots numbers 435 and 436 and extending along the said dividing line as far as the northeast boundary of said lot No. 436, whence deviating to the right, it extends towards the south and merges into the western boundary of the Vieux Moulin range until it reaches the southeast line of lot No. 15, whence making an angle to the left, it goes towards the northeast following the dividing line between lot No. 15 of the cadastre of the parish of St. Charles Borromée and lot No. 473 of the cadastre of the parish of St. Paul de Lavaltrie as far as a point situated in the middle of the Assumption river, on the extension of the said line whence it continues in the same direction, following the middle of said river up to the point opposite the northeast boundary of lot No. 15, whence deviating to the left it extends to the middle of the said river going towards the northwest as far as a point situated in the middle of said river on the extension of the dividing line between lots numbers 16 and 17 of said cadastre of the parish of St. Charles Borromée, whence deviating to the right, it goes towards the northeast, along the said dividing line as far as the northeast boundary of said lot No. 16, thence going towards the northwest to the dividing line between lots numbers 67 and 68 of said cadastre, thence, following the said dividing line between the said lots Nos. 67 and 68 as far as the southern boundary of the Canadian Pacific Railway; thence, along the said railway line as far as the dividing line between the cadastre of the parish of St. Charles Borromée and the cadastre of the town of Joliette; and thence, going towards the northeast, following the said

Au nord-est, par une ligne partant de la limite sud-est de la ville de Joliette et se dirigeant vers le nord-est en longeant ledit chemin de front du rang des Prairies, jusqu'à la ligne de division entre les lots Nos 80 et 81 dudit cadastre de la paroisse de Saint-Charles-Borromée, de là suivant la ligne de division entre ledit lot No 81 et le lot No 586 du cadastre de la ville de Joliette, en se dirigeant vers le sud-ouest jusqu'à un point situé au milieu de la rivière l'Assomption, de là, se dirigeant vers le nord en suivant le milieu de ladite rivière jusqu'à la limite nord-ouest de la municipalité scolaire de ladite cité, à son point de départ.

dividing line as far as the front road of des Prairies range;

On the northeast: by a line starting from the southeast boundary of the town of Joliette and going towards the northeast, along the said des Prairies range front road as far as the dividing line between lots Nos. 80 and 81 of the cadastre of the parish of St. Charles Borromée; thence, following the dividing line between the said lot No. 81 and lot No. 586 of the cadastre of the town of Joliette, going towards the southwest as far as a point situated in the middle of the Assumption river; thence, going towards the north, following the middle of the said river as far as the northwestern boundary of the school municipality of the said city, to the starting point.

S.R.,
c. 233,
s. 64,
remp.
pour la
cité.

4. L'article 64 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233, modifié par la loi 8 George VI, chapitre 39) est remplacé, pour la cité de Joliette, par le suivant:

4. Section 64 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233, as amended by the act 8 George VI, chapter 39) is replaced, for the city of Joliette, by the following:

Services
gratuits.

"64. Le maire et les échevins ne reçoivent pour leurs services ni salaire, ni profit, ni indemnité sous quelque forme que ce soit.

"64. The mayor and aldermen shall not receive any salary, profit or indemnity, in any form whatsoever, for their services.

Rémuné-
ration.

Le conseil peut néanmoins, par un vote des deux tiers des échevins, adopter un règlement accordant une rémunération, mais ce règlement n'entre en vigueur qu'après avoir été approuvé par les électeurs propriétaires; au moins la majorité des électeurs propriétaires résidant dans la municipalité doivent avoir voté.

Nevertheless the council may, by a two-thirds vote of the aldermen, enact a by-law to provide remuneration; but such by-law shall only have force after the same is approved by the electors who are property-owners; at least the majority of the electors who are property-owners residing in the municipality must have voted.

Résidence.

La résidence aux fins du présent article est celle portée au rôle d'évaluation en vigueur.

The residence for the purposes of this section shall be the one entered on the valuation roll then in force.

Rembour-
sement de
dépenses.

Cependant, les membres du conseil pourront être remboursés des dépenses qu'ils auront faites quand ils représenteront la cité, en vertu d'une résolution du conseil."

Nevertheless the members of the council may be reimbursed for the expenses which they have incurred while representing the city, in virtue of a resolution of the council."

1935,
c. 124,
s. 23, ab.

5. L'article 23 de la loi 25-26 George V, chapitre 124 est abrogé.

5. Section 23 of the act 25-26 George V, chapter 124 is repealed.

S.R.,
c. 233,
s. 247,
remp.
pour la
cité.

6. L'article 247 de la Loi des cités et villes est, pour la cité de Joliette, remplacé par le suivant:

6. Section 247 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city of Joliette, by the following:

1935,
c. 124,
s. 23,
repealed.

R.S.,
c. 233,
s. 247,
replaced.

Recomptage judiciaire au cas d'égalité de votes.

"247. S'il y a égalité des votes pour la même charge de maire ou d'échevin, l'officier-rapporteur s'adressera par requête à un juge de la Cour supérieure à Joliette, dans les quatre jours suivant celui de l'élection, pour demander le recomptage des suffrages. Après ce recomptage des suffrages, s'il y a encore égalité des votes, l'officier-rapporteur décidera immédiatement, par une déclaration écrite, lequel, parmi ceux qui ont le même nombre de votes, sera considéré élu à ladite charge.

Frais.

Les frais de recomptage seront à la charge de la cité.

Dans aucun autre cas l'officier-rapporteur n'a le droit de voter."

S.R., c. 233, a. 397a, aj. pour la cité. Refonte des règlements, autorisée.

7. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité de Joliette, en ajoutant après l'article 397, le suivant:

"397a. La cité est autorisée à faire de temps en temps la refonte ou consolidation d'une partie ou de tous ses règlements municipaux, afin de les réunir en un ou plusieurs volumes, et, à cette fin, à les abroger, amender ou modifier, mais ces révocations, amendements ou modifications ne devront pas être interprétés comme affectant aucune matière ou chose faite ou qui doit être faite, ni les résolutions, décisions, ordres ou autres actes du conseil, ni les débentures, actions, obligations ou billets émis, ni les rôles de contribution foncière ou de répartition, ni les droits et devoirs des fonctionnaires municipaux, lesquels continueront d'être régis par les règlements antérieurs jusqu'à l'expiration du terme fixé."

S.R., c. 233, a. 399a, aj. pour la cité. Referendum.

8. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité de Joliette, en ajoutant après l'article 399, le suivant:

"399a. Le conseil peut en tout temps soumettre, par règlement ou résolution, aux électeurs ou aux propriétaires dont les noms sont inscrits sur la liste électorale, toute question sur laquelle le conseil peut juger à propos de les consulter. Ce referendum sera soumis aux électeurs ou aux propriétaires, en suivant les formalités requises pour la votation d'un règlement. Dans le cas d'approbation par les élec-

"247. Whenever an equal number of votes are cast for the same office of mayor or of alderman, the returning-officer shall by way of petition apply to a judge of the Superior Court in Joliette, within four days after that of the election, for a recount of votes. After such recount of votes, in the event there still exist an equal number of votes, the returning-officer shall at once decide, by a declaration in writing, who, among those having an equal number of votes, shall be considered elected to the said office.

Judicial recount in case of tie.

The costs of the recount shall be borne by the city.

In no other case shall the returning-officer have the right to vote."

Cost.

7. The Cities and Towns Act is amended, for the city of Joliette, by adding after section 397, the following:

R.S., c. 233, s. 397a, added for city.

"397a. The city is authorized to make, from time to time, a revision or consolidation of the whole or any part of all its municipal by-laws, so as to unite them in one or more volumes, and, to that end, to repeal, amend or modify the same, but such repeal, amendments or modifications shall not be construed as affecting any matter or thing done or required to be done, or any resolutions, decisions, orders or other proceedings of the council, or any debentures, shares, bonds or notes issued, or any rolls of assessment or apportionment, or the rights or duties of municipal officials, which shall continue to be regulated by the previous by-laws until the expiry of the term fixed."

Revision of by-laws, authorized.

8. The Cities and Towns Act is amended, for the city of Joliette, by adding after section 399, the following:

R.S., c. 233, s. 399a, added for city. Referendum.

"399a. The council may, at any time, submit, by by-law or resolution, to the electors or to proprietors whose names are duly entered on the electoral list any question upon which the council may deem it desirable to consult them. Such referendum shall be submitted to the electors or to the proprietors, in accordance with the formalities required for the voting of a by-law. In case of

teurs, il n'est pas nécessaire d'obtenir la majorité en valeur, à moins que le referendum ne soit exigé par la loi."

approval by the electors, it shall not be necessary to obtain the majority in value, unless the referendum be required by the law."

1935,
c. 124,
a. 40,
remp.
S.R.,
c. 233,
a. 426,
am. pour
la cité.

9. L'article 40 de la loi 25-26 George V, chapitre 124 est remplacé par le suivant:

9. Section 40 of the act 25-26 George V, chapter 124 is replaced by the following:

1935,
c. 124,
s. 40,
replaced.

"**40.** L'article 426 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité de Joliette, en en remplaçant le paragraphe 1° par le suivant:

"**40.** Section 426 of the Cities and Towns Act is amended, for the city of Joliette, by replacing paragraph 1 thereof by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 246, am.
for city.

Construc-
tions, etc.

"1° Pour réglementer la hauteur et la construction de tous bâtiments, cheminées, clôtures, souche de cheminées et autres constructions; pour empêcher la construction ou le maintien de bâtiments, murs, souches de cheminées, cheminées ou autres constructions n'ayant pas la solidité voulue et pour pourvoir à leur démolition ou destruction sommaire; pour régler la plomberie, la ventilation et l'éclairage de tous bâtiments quelconques; pour prescrire la profondeur à donner aux caves et aux sous-sols, le mode à suivre et les matériaux à employer dans la construction des fondations et des murs de fondation, la manière de construire les drains et tuyaux d'égout, ainsi que les endroits où ils doivent être placés, l'épaisseur à donner aux murs mitoyens, murs de séparation et murs extérieurs, ainsi que le mode à suivre et les matériaux à employer dans leur construction, les dimensions que doivent avoir les poutres de plancher, longrines, piliers, colonnes, toits, tuyaux de cheminée et appareils de chauffage, et les matériaux dont ils doivent être composés; pour réglementer l'architecture, les dimensions et la symétrie des bâtiments dans certaines rues ou parties de rues; pour déterminer la nature des matériaux à employer à cette fin dans certaines rues ou parties de rues; pour prohiber dans certaines rues ou parties de rues, la construction de certains bâtiments; pour prohiber la construction de certaine classe de bâtiments ou la construction de tous bâtiments, sauf à une distance déterminée de l'alignement de la rue, dans toutes les rues, ou certaines rues ou parties de rues; pour fixer et contrôler le coût minimum de tous bâtiments dans certaines rues ou parties de rues; pour obliger les propriétaires à fournir au conseil, dans un délai

"1. To regulate the height and the construction of all buildings, chimneys, fences, chimney-stacks, and other structures; to prohibit the construction or maintenance of buildings, walls, chimney-stacks, chimneys or other structures as are not of the required stability, and provide for their summary abatement or destruction; to regulate plumbing, ventilation and lighting of any building whatsoever; to prescribe the depth of cellars and basements, the material and methods of construction of foundations and foundation walls, the manner of construction and location of drains and sewer pipes, the thickness, materials and construction of party walls, partition and outside walls, the size and materials or floor beams, girders, piers, columns, roofs, chimney flues and heating apparatus; to regulate the architecture, dimensions and symmetry of buildings in certain streets or in any part thereof; to define the nature of materials to be used for such purposes in certain streets or in any part thereof; to prohibit in certain streets or parts thereof the construction of certain buildings; to prohibit the erection of certain classes of buildings or of any buildings except than at a fixed distance from the street alignment, in all streets, or in certain streets or parts thereof; to fix and control the minimum cost of all buildings in certain streets or parts thereof; to compel the proprietors to produce before the council, within a determined delay, a declaration certified under oath of the cost of any new building or construction or of extensions or improvements made on existing ones; to compel the owner of any building to submit the plans thereof or any other description asked by the council and to obtain a certificate in writing from the building

Construction
of
buildings,
etc.

fixé, une déclaration attestée sous serment du coût de toute nouvelle bâtisse ou construction ou des allonges ou améliorations faites à celles déjà existantes; pour obliger le propriétaire de tous bâtiments à en soumettre le plan ou toute autre description exigée par le conseil et à obtenir préalablement un certificat par écrit de l'inspecteur des bâtiments ou de tout autre officier nommé par le conseil, et à obtenir du conseil un permis de construction; pour prescrire la manière et les conditions et formalités pour demander et obtenir ce permis et déterminer le montant de l'honoraire à payer pour son obtention; pour empêcher la construction de bâtiments et ouvrages non conformes à ces règlements, et pour faire suspendre en tout temps la construction de tout bâtiment non conforme auxdits règlements, et pour en ordonner la démolition, si c'est nécessaire;

Zonage.

Diviser la municipalité en arrondissements ou zones dont le nombre, la forme, la superficie paraîtront convenables aux fins de cette réglementation, et quant à chacun de ces districts ou zones, prescrire l'architecture, les dimensions, la symétrie, l'alignement et la destination des constructions à y être érigées; la superficie des lots, la proportion qui pourra être occupée par les constructions et l'espace qui devra être laissé entre elles;

Nombre de logements, etc.

Déterminer le nombre de logements d'une maison d'habitation sur certaines rues ou zones d'habitation, prescrire, déterminer ou prohiber la construction de cottages, duplex, maisons à plusieurs logements ou à logement unique;

Construction des hangars, etc.

Réglementer, prescrire ou prohiber sur certaines rues, parties de rues ou zones d'habitation, la construction des hangars, remises, garages, dépendances à l'arrière ou à côté des habitations, en déterminer le mode de construction, emploi des matériaux, la distance du logement principal; réglementer, prohiber ou déterminer sur certaines rues, parties de rues ou zones d'habitation, le mode de construction des clôtures, la construction des haies et des talus, l'entretien des gazons et la plantation des arbres."

S.R., c. 233, a. 426, am. pour la cité.

10. L'article 426 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité de Joliette:

inspector or from any other officer appointed by the council, and to obtain from the council a building permit; to prescribe the manner and the conditions or formalities under which such permit shall be applied for and obtained and to fix the amount of the fee to be paid for the granting of such permit; to prohibit the construction of buildings and structures not conforming to such by-laws, and to direct the suspension at any time of the erection of any such building which does not conform to such regulations, and to cause the demolition thereof if necessary;

Zoning.

To divide the municipality into districts or zones of such number, shape and area as it may deem suitable, and with respect to each of such districts or zones, prescribe the architecture, dimensions, symmetry, alignment and destination of the structures to be erected, the area of lots, the proportion which may be occupied by structures and the space to be left between them;

To determine the number of tenements of dwelling-houses, on certain streets or dwelling zones, to prescribe, determine or prohibit the erection of cottages, duplex, apartment or self-contained houses;

Number of tenements, etc.

To regulate, prescribe or prohibit on certain streets, parts thereof or dwelling zones, the erection of sheds, coach-houses, garages, dependencies at the rear or at the side of dwellings, to determine the manner of construction thereof, the use of materials, the distance from the principal dwelling; to regulate, prohibit or determine on certain streets, parts thereof or dwelling zones, the mode of construction of fences, the construction of hedges and terraces, the maintenance of lawns and the planting of trees."

R.S., c. 233, s. 426, am. for city.

10. Section 426 of the Cities and Towns Act is amended for the city of Joliette:

a) En remplaçant le paragraphe 2°, par le suivant:

Démolition, etc.

"2° Pour autoriser l'inspecteur des bâtiments ou tout autre officier de police à démolir toute maison ou bâtiment qui pourrait mettre la vie de quelque personne en danger; à faire évacuer provisoirement telle maison ou tel bâtiment, si la chose lui paraît nécessaire; à faire achever tout ouvrage de réparation qui lui semble nécessaire pour la sûreté de la construction et à recouvrer du propriétaire les dépenses encourues à cet effet; pour empêcher que tout hangar, remise, garage ne soit transformé en logement d'habitation, à moins d'une demande écrite au conseil et l'obtention d'un permis et à condition que les règlements de construction de la cité soient observés; pour faire évacuer ces hangars, garages, ou remises habités sans autorisation et pour les faire démolir, en tout temps après leur construction, les matériaux demeurant dans tous les cas le gage de la cité pour assurer le paiement de ces frais de démolition;"

b) En ajoutant après le paragraphe 17° les paragraphes suivants:

Garde des porcs, etc.

"17°a. Pour réglementer ou empêcher la garde des porcs, des vaches, des poules, des renards ou autres animaux dans la cité sauf sur les terres en culture;

Réfecteurs.

"17°b. Pour empêcher que ce soit de conduire un attelage dans la cité, une heure après le coucher du soleil, sans avoir un réflecteur ou un phare rouge à l'arrière de sa voiture;

Nombre de taxis.

"17°c. Pour limiter le nombre de taxis et suspendre le permis d'un taxi en cas d'un accident dont les dommages soufferts par la victime n'auraient pas été payés ou réparés par le propriétaire du taxi, après jugement final ou acquiescement de responsabilité."

1935, c. 124, s. 41, ab.

11. L'article 41 de la loi 25-26 George V, chapitre 124, est abrogé.

S.R., c. 233, s. 427, am. pour la cité.

12. L'article 427 de la Loi des cités et villes, est modifié pour la cité:

Coupe de la glace.

a) en ajoutant après le paragraphe 7° le suivant:

"7°a. Pour réglementer, prohiber, ou défendre la coupe de la glace sur la rivière l'Assomption, dans les limites de la cité de Joliette, et la faire examiner par le

a. By replacing paragraph 2 by the following:

"2. To authorize the building inspector or any other police officer to demolish any house or building that may endanger life; to cause such house or building to be temporarily vacated, if he deems it necessary; and to make and effect such repairs as he may deem necessary for the safety of the structure, and to recover, from the proprietor, the costs so incurred; to prevent any shed, coach-house, or garage from being changed into dwellings, unless a request in writing be addressed to the council and a permit be obtained and on condition that the building regulations of the city be observed; to cause such sheds, garages or coach-houses occupied without authorization to be vacated and to have the same demolished at any time following their erection, the materials remaining in all cases pledged to the city to guarantee the payment of the demolition costs.";

Demolishing, repairing, etc.

b. By adding after paragraph 17, the following paragraphs:

"17a. To regulate or prevent the keeping of pigs, cows, hens, foxes or other animals within the city except on lands under cultivation;

Keeping of pigs, etc.

"17b. To prevent whomsoever from driving an animal drawn vehicle within the city, an hour after sunset, without having a reflector or red lamp at the back of his vehicle;

Reflector or lamp.

"17c. To limit the number of taxis and to suspend the permit of a taxi in case of an accident, the damage suffered by the victim whereof have not been paid or repaired by the owner of such taxi, after a final judgment or acceptance of responsibility."

Number of taxis.

11. Section 41 of the act 25-26 George V, chapter 124, is repealed.

1935, c. 124, s. 41, repealed.

12. Section 427 of the Cities and Towns Act, is amended for the city:

R. S., c. 233, s. 427, am. for city.

a. by adding after paragraph 7 the following:

"7a. To regulate, prohibit or forbid the cutting of ice on the Assumption river, within the limits of the city of Joliette, and to have it examined by the board of

Cutting of ice.

bureau d'hygiène; exiger un permis, et sous certaines restrictions établies par un règlement du conseil, déterminer à quel endroit la glace doit être coupée;";

b) en remplaçant le paragraphe 8° par le suivant:

Occupation de logements.

"8° Pour réglementer et déterminer le nombre de familles qui peuvent occuper un logement, une habitation, une maison ou un appartement; pour empêcher qu'il n'y ait encombrement et pour exiger que toutes les conditions sanitaires déterminées par le règlement soient observées;";

c) en ajoutant après le paragraphe 11° le suivant:

Enlèvement des vidanges.

"11°a. Pour pourvoir à l'enlèvement des vidanges dans la cité, pour imposer, afin de défrayer le coût de tel enlèvement, une taxe n'excédant pas quinze dollars sur toute personne, société ou corporation occupant à titre de propriétaire, de locataire ou d'occupant, une maison ou un établissement dans les limites de la cité, que telle personne, société ou corporation dépose des vidanges ou non; pour prescrire le genre de matériaux et les dimensions des réceptacles dans lesquels doivent être déposés les vidanges, cendres et déchets, et pour défendre l'usage à cette fin de réceptacles en carton ou autres non conformes aux règlements; pour établir une taxe différente selon les catégories de personnes, sociétés ou corporations selon leurs occupations ou le genre d'établissement qu'elles occupent;".

1935, c. 124, a. 43, ab.

13. L'article 43 de la loi 25-26 George V, chapitre 124, est abrogé.

S.R., c. 233, a. 429, am. pour la cité.

14. L'article 429 de la Loi des cités et villes, est modifié pour la cité:

a) en remplaçant le paragraphe 4° par le suivant:

Parcs publics, etc.

"4° Pour ouvrir, établir, clore, orner, améliorer, entretenir aux frais de la cité, des places ou parcs publics, des plages, des baignoires, des lieux de récréation, de jeux ou d'amusements, propres à contribuer à la santé, au bien-être, au divertissement des habitants de la cité;";

b) en ajoutant après le paragraphe 11° le suivant:

Empiètements, etc.

"11°a. Pour empêcher et faire cesser tous empiètements ou projections d'au-

health; to require a permit, and under certain restrictions established by a by-law of the council, to determine the place where ice must be cut;";

b. by replacing paragraph 8 by the following:

"8. To regulate and determine the number of families that may occupy a lodging, a tenement, a dwelling or apartment house; to prevent the overcrowding of the same, and to require the same to be kept in proper sanitary condition as prescribed by the by-law;";

Overcrowding of houses, etc.

c. by adding after paragraph 11 the following:

"11a. To provide for the removal of garbage in the city; to impose, in order to pay the cost of such removal, a tax not exceeding fifteen dollars on every person, society or corporation occupying as owner, tenant or occupant a house or establishment within the city limits, whether such person, society, or corporation deposits garbage or not; to prescribe the kind, materials and dimensions of receptacles in which must be deposited garbage, ashes and refuse, and to prohibit the use for such purpose of cardboard or other containers, not in conformity with the by-laws; to establish a different tax according to the categories of persons, societies or corporations according to their occupations or the kind of establishment they occupy;".

Removal of garbage.

13. Section 43 of the act 25-26 George V, chapter 124, is repealed.

1935, c. 124, s. 43, repealed.

14. Section 429 of the Cities and Towns Act, is amended for the city:

a. by replacing paragraph 4 by the following:

R.S., c. 233, s. 429, am. for city.

"4. To open, establish, enclose, embellish, improve and maintain, at the expense of the municipality, public squares or parks, beaches, swimming-pools, recreation, game or amusement places conducive to the health, well-being, and entertainment of its inhabitants;";

Public squares, etc.

b. by adding after paragraph 11 the following:

"11a. To prevent and remove encroachments or projections of any kind in,

Encroachments, etc.

cune espèce dans les, sur les et au-dessus des rues, boulevards, places publiques et trottoirs, par des maisons, clôtures, marches, galeries, balcons, porches, poteaux, enseignes et autres constructions comportant occupation du domaine public pour des fins privées; pour en ordonner l'enlèvement ou la démolition, aux frais du propriétaire, après un avis raisonnable; et, sans préjudice du droit de la cité ou du conseil de faire enlever et démolir ces empiètements ou projections, pour prélever une taxe annuelle ne devant pas excéder cinquante cents par pied carré du terrain de la cité couvert par ces empiètements ou projections, pourvu que ladite imposition ne soit pas cumulative avec la taxe imposée par l'article 72 de la loi 25-26 George V, chapitre 124;"

c) en ajoutant après le paragraphe 20° le suivant:

Enlèvement de la neige.

"20^a. Pour pourvoir à l'enlèvement de la neige et de la glace sur les trottoirs aux frais des propriétaires et occupants d'immeubles sur toutes rues ou parties de rues dans la cité; pour imposer une taxe de service pour l'enlèvement de cette neige ou glace et pour en régler le mode de perception au moyen d'une répartition basée d'après la superficie du trottoir sur les propriétés riveraines ou sur celles des deux côtés de la rue;"

d) en remplaçant le paragraphe 27° par le suivant:

Circulation, etc.

"27° Pour réglementer la circulation et le stationnement des voitures, automobiles, bicycles et autres véhicules dans les rues, places publiques et parcs dans les limites de la cité; pour permettre le passage des voitures dans une seule direction sur certaines rues ou parties de rues; pour prescrire sur quelles rues les voitures, automobiles, ou autres moyens de transport lourdement chargés pourront circuler, et de quelles rues, ruelles et places publiques ils seront exclus, le tout sujet aux lois de la province relativement aux véhicules automobiles;"

e) en ajoutant après le paragraphe 27° le paragraphe suivant:

Permis pour bicyclettes.

"27^a. Pour obliger tout résident propriétaire de bicycle ou bicyclette ou d'une voiture de livraison autre qu'une automobile et s'en servant dans les limites de la cité, à obtenir un permis annuel

upon or over streets, boulevards, public places and sidewalks, by houses, fences, stairs, galleries, balconies, porches, poles, signs or other constructions entailing the occupation of the public domain for private purposes; to order the removal or demolition thereof, at the cost of the proprietor, after reasonable notice; and, without prejudice to the right of the city or of the council to cause to be removed or demolished such encroachments or projections, to impose an annual tax, not exceeding fifty cents per square foot of the city's land covered by such encroachments or projections, provided that the said assessment shall not be cumulative with the tax imposed by section 72 of the act 25-26 George V, chapter 124;"

c. By adding, after paragraph 20 thereof, the following:

"20^a. To provide for the removal of snow and ice on the sidewalks, at the cost of the proprietors and occupants of immoveables, on any street or part of a street, in the city; to recover from such proprietors or occupants the cost of removing such snow or ice, and to determine the method of collection, by means of an assessment, based upon the area of the sidewalk, on the bordering properties or on both sides of the street;"

Removal of snow.

d. by replacing paragraph 27, by the following:

"27. To regulate the use and the parking of vehicles, automobiles, bicycles and other vehicles on the streets, public squares and parks within the limits of the city; to allow one way passage of vehicles on certain streets or parts of streets; to prescribe on which streets, carriages, automobiles or other heavily loaded means of transport may be used, and from which streets, lanes and public squares they shall be excluded, the whole subject to the laws of the Province as regards motor vehicles;"

Parking of vehicles.

e. By adding, after paragraph 27 thereof, the following:

"27^a. To oblige every resident owner of a bicycle or of a delivery vehicle other than an automobile and using the same within the limits of the city, to obtain an annual permit, not exceeding one

License for bicycle and delivery vehicle.

n'excédant pas un dollar, lequel permis devra être attaché de façon permanente audit bicycle ou à la voiture de livraison. Toutefois, pour les fins du présent paragraphe, une motocyclette n'est pas considérée comme un bicycle;"

f) en ajoutant après le paragraphe 31° les paragraphes suivants:

Tarif de
voituriers
publics.

"31°a. Pour réglementer, établir et mettre en vigueur le tarif de prix de courses que doit exiger un voiturier public dans le territoire sous la juridiction du conseil de la cité;

Taxis, etc.

"31°b. Pour réglementer, autoriser, dans les limites de la cité, l'usage des véhicules-automobiles ou taxis, ou automobiles de louage pour fins de transport des voyageurs moyennant rémunération, l'octroi des permis ou licences, de même que la gouverner et discipline des propriétaires ou chauffeurs desdites voitures;

Station-
nement,
etc.

"31°c. Pour établir, réglementer des postes de stationnement pour les voituriers publics, taxis ou autobus et les rendre obligatoires pour ces genres de véhicules, réglementer ou prohiber le stationnement de ces genres de voitures sur toute rue ou partie de rue de la cité, nonobstant les règlements généraux de circulation et de stationnement concernant les autres genres de véhicules;

Transport
des voya-
geurs.

"31°d. Pour accorder des franchises exclusives pour le transport des voyageurs par autobus dans les limites de la municipalité, ce privilège n'affectant pas le transport des voyageurs venant de l'extérieur de la cité et sujets d'ailleurs aux réglementations de la Régie des transports et communications."

dollar, which permit shall be affixed permanently to the said bicycle or delivery vehicle. For the purposes of this paragraph, however, a motorcycle shall not be deemed a bicycle;"

f. By adding after paragraph 31 thereof, the following paragraphs:

"31a. To regulate, establish and put into force a tariff of fares which may be charged by common carriers within the territory under the jurisdiction of the council of the city;

Tarif for
carriers.

"31b. To regulate, authorize, within the limits of the city, the use of motor vehicles or taxis, or automobiles for hire used for the conveyance of passengers upon remuneration, the granting of permits or licenses as well as the government and discipline of the proprietors or chauffeurs of said vehicles;

Control
over
taxis, etc.

"31c. To establish, regulate stands for public carriers, taxis or autobuses and to render such stands compulsory for such vehicles, to regulate or prohibit the parking of such vehicles on any street or part of street in the city, notwithstanding the general traffic or parking by-laws concerning the other vehicles;

Parking.

"31d. To grant exclusive franchises for the conveyance of passengers by autobus within the limits of the municipality, such privileges not affecting the conveyance of passengers, coming from outside the city and otherwise subject to the regulations of the Transportation and Communication Board."

Convey-
ance of
passen-
gers.

S.R.,
c. 233,
a. 429a,
aj. pour la
cité.

15. La Loi des cités et villes est modifiée pour la cité en ajoutant après l'article 429 le suivant:

Billet
d'assigna-
tion pour
contra-
vention.

"429a. Dans les cas de contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation et la sécurité publique, l'agent de la paix constatant cette infraction peut remplir, sur les lieux mêmes où ladite infraction a été commise, un billet d'assignation indiquant la nature de l'infraction, et remettre au conducteur du véhicule ou déposer dans un endroit apparent dudit véhicule, une copie de ce billet et en

15. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after section 429 thereof, the following section:

R.S.,
c. 233,
s. 429a,
added for
city.

"429a. In cases of violation of the municipal by-laws relating to traffic and public safety, the police officer to whom notice of such infraction has come may fill out, on the very spot where such infraction has been committed, a notice of summons stating the nature of the infraction, and shall deliver to the driver of the vehicle or deposit in a conspicuous place on the said vehicle a copy of such notice and

Notice of
summons.

	apporter l'original au département de la police de la cité.	bring the original thereof to the city traffic department.	
Plainte.	Les dispositions qui précèdent n'empêcheront pas l'agent de la paix, s'il le juge à propos, de porter une plainte ou de faire émettre une sommation suivant la loi.	The preceding provisions shall not prevent the police officer, if he deems it expedient, from lodging a complaint or to cause the issue of a summons according to law.	Complaint.
Paiement pour éviter plainte.	Toute personne en possession de cet avis, peut éviter qu'une plainte ne soit faite contre elle, en se présentant au département de la police de la cité, et en y payant une somme de deux dollars comme amende. Le paiement de ladite amende et le reçu qui lui est donné par le caissier du département en question, libèrent ladite personne de toute autre pénalité relativement à l'infraction par elle commise.	Any person in possession of such notice may avoid the lodging of a complaint against him, by presenting himself at the city traffic department and by paying thereat a sum of two dollars as fine. The payment of said fine and the receipt therefor given to him by the cashier of the department in question shall free the said person from any other penalty in connection with the infraction committed by him.	Payment of fine.
Plainte en cas de refus.	Si la personne en possession de cet avis refuse ou néglige de s'y conformer dans le délai qui y est mentionné, l'agent de la paix peut porter contre elle une plainte conformément à la loi.	If the person in possession of such notice refuses or fails to conform thereto within the delay therein mentioned, the peace officer may lodge against him a complaint in accordance with the law.	Failure of payment.
Perception légale.	Les sommes déjà perçues comme amendes par la cité, suivant ce mode de perception des amendes, sont déclarées avoir été légalement perçues et la cité est autorisée à les retenir sauf les droits de la couronne, s'il y a lieu."	The sums already collected as fines by the city, according to this mode of collection of fines, are declared to have been legally collected and the city is authorized to retain the same subject to the rights of the Crown, if any."	Collection of fines, legalized.
1935, c. 124, a. 49, ab.	16. L'article 49 de la loi 25-26 George V, chapitre 124, est abrogé.	16. Section 49 of the act 25-26 George V, chapter 124, is repealed.	1935, c. 124, s. 49, repealed.
Id., a. 56, ab.	17. L'article 56 de la loi 25-26 George V, chapitre 124, est abrogé.	17. Section 56 of the act 25-26 George V, chapter 124, is repealed.	Id., s. 56, repealed.
S.R., c. 233, a. 469, am. pour la cité.	18. L'article 469 de la Loi des cités et villes, est modifié, pour la cité, en ajoutant après le paragraphe 22° les suivants:	18. Section 469 of the Cities and Towns Act, is amended, for the city, by adding after paragraph 22 thereof, the following:	S.R., c. 233, s. 469 am. for city.
Cirques, etc.;	"22°a. Pour permettre moyennant un permis, règlementer ou prohiber les cirques, carroussels, exhibitions ou autres représentations publiques dans la cité;	"22a. To license, regulate or prohibit circuses, carousels, exhibitions and other public performances in the city;	Circuses, etc.
Lieux d'amusement etc.;	"22°b. Pour règlementer certains établissements publics notamment les lieux d'amusement, les restaurants, les boutiques de barbiers et de coiffeurs pour dames et en fixer les heures de fermeture;	"22b. To regulate certain public establishments, especially places of amusement, restaurants, barbers' shops and women's hairdressers' shops, and fix the hours of closing of same;	Places of amusement.
Voituriers publics;	"22°c. Pour exiger de chaque voiturier public une taxe spéciale n'excédant pas quinze dollars par voiture, excepté les wagons de chemins de fer;	"22c. To exact from every public carrier, a special tax not exceeding fifteen dollars for each vehicle, other than railway cars;	Public carriers.
Permis;	"22°d. Pour fixer et déterminer, suivant les dispositions de la Loi des cités	"22d. To fix and determine, in accordance with the provisions of the Cities	License.

et villes, les conditions, le prix et la durée de chaque espèce de permis qu'elle a le pouvoir d'octroyer en vertu de la présente charte ou de toute autre loi;

Colpor-
teurs, etc.

"22^f. Tout colporteur, marchand ambulancier, porte-cassette ou personne voyageant de maison en maison dans la municipalité pour vendre ou exposer en vente des effets ou marchandises ou vendant ces effets, articles ou marchandises dans la rue, qui refusera ou négligera de prendre de la cité, la licence requise en pareil cas après que demande lui en aura été faite, pourra être arrêté et détenu par tout constable et conduit devant tout juge de paix ou magistrat ayant juridiction, afin de le poursuivre immédiatement pour cette contravention, mais il ne doit pas être détenu sans mandat d'arrestation pendant plus de quarante-huit heures."

and Towns Act, the conditions, price and duration of each kind of permit which it is authorized to grant under this charter or under any other act."

"22^f. Every pedlar, itinerant merchant, shoddy goods seller (pack man) or person going from house to house in the municipality to sell or expose for sale goods or merchandise or selling such goods, articles or merchandise in the street, who refuses or neglects to obtain from the city the license required in such case, after he has been called upon to do so, may be arrested and held in custody by any constable and brought before any justice of the peace or magistrate having jurisdiction, to be prosecuted at once for such offence, but he shall not be detained for more than forty-eight hours without a warrant or arrest."

Pedlars,
etc.

S.R.,
c. 233,
a. 486,
remp. pour
la cité.
Omissions
au rôle.

19. L'article 486 de la Loi des cités et ville est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"**486.** Si un immeuble a été omis, en tout ou en partie, du rôle d'évaluation ou du rôle de perception, il peut être entré en tout temps sur le rôle d'évaluation ou de perception ou sur les deux, selon le cas, et être chargé pour les taxes de l'année courante et pour les arrérages des années pendant lesquelles il a été ainsi omis, en tout ou en partie, mais pour pas plus de trois années d'arrérages.

Erreurs.

Si une erreur a été faite quant au numéro de cadastre d'un immeuble, la rectification de cette erreur peut se faire également en tout temps aux rôles d'évaluation ou de perception ou sur les deux, avec le même effet que si l'erreur ne s'était pas produite.

Base d'é-
valuation.

L'évaluation dudit immeuble ou de partie d'immeuble omis doit être basée sur l'évaluation municipale pour chaque année desdits arrérages.

Contesta-
tion.

Le propriétaire intéressé ne peut contester la légalité du rôle d'évaluation ou de perception antérieur à ceux de l'année courante, sauf en ce qui concerne le montant de l'évaluation de son immeuble ainsi omis.

Avis.

Dès l'entrée au rôle d'évaluation d'un immeuble qui a été omis, en tout ou en partie, un avis écrit doit être envoyé par

19. Section 486 of the Cities and Towns act is replaced, for the city, by the following:

"**486.** If an immoveable has been wholly or partly omitted from the valuation roll or the collection roll, it may be entered at any time on the valuation roll or the collection roll or on both, as the case may be, and be charged with the taxes for the then current year and with the arrears for the years during which it has so been wholly or partly omitted, but not for more than three years of arrears.

Should any error be made as to the cadastre number of an immoveable, the rectification of such error may equally be effected at any time on the valuation roll or collection roll or on both, with the same effect as if such error had not happened.

The valuation of the said immoveable or part of immoveable omitted must be based on the municipal valuation for each year of the said arrears.

The owner concerned cannot contest the legality of the valuation or collection roll previous to those of the current year, except as regards the amount of the valuation of his immoveable so omitted.

From the entry on the valuation roll of an immoveable which has been wholly or partly omitted, a notice in writing

R.S.,
c. 233,
s. 486,
replaced
for city.
Omission
in valua-
tion roll.

Errors.

Basis for
valuation.

Contesta-
tion.

Notice.

lettre recommandée au propriétaire de cet immeuble qui peut, dans un délai de quinze jours de la réception de cet avis faire valoir par écrit son objection, conformément à la loi."

S.R.,
c. 233,
a. 486a,
aj. pour
cité.

Plan au
cas de
subdivi-
sion.

20. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en ajoutant après l'article 486 le suivant:

"**486a.** Tout propriétaire qui subdivise sa ferme ou son terrain devra adresser au secrétaire-trésorier, par lettre recommandée, deux copies du plan officiel de la subdivision d'iceux dans les trente jours de la date à laquelle il a fait un dépôt de ces copies au bureau d'enregistrement. A défaut d'accomplir cette formalité, il est passible envers la municipalité, après l'expiration du délai de trente jours, d'une amende de cinq dollars par jour jusqu'à ce qu'il se soit conformé à ces dispositions."

1935,
c. 124,
a. 64,
remp.

21. L'article 64 de la loi 25-26 George V, chapitre 124, est remplacé par le suivant:

S.R.,
c. 233,
a. 496,
remp. pour
la cité.

Audition
des plain-
tes.

"**64.** L'article 496 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"**496.** Le conseil, à sa première séance générale après l'expiration des quinze jours mentionnés à l'article 494, prend en considération et juge les plaintes produites en vertu de l'article 495.

Décision.

Après avoir pris connaissance des plaintes produites en vertu de l'article 495, le conseil maintient ou modifie le rôle selon qu'il lui paraît juste."

1935,
c. 124,
a. 69, ab.

22. L'article 69 de la loi 25-26 George V, chapitre 124, est abrogé.

Id., a. 71,
remp.

23. L'article 71 de la loi 25-26 George V, chapitre 124, est remplacé par le suivant:

S.R.,
c. 233,
a. 523,
remp pour
la cité.

Taxes sur:

"**71.** L'article 523 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"**523.** Le conseil peut imposer et prélever annuellement:

must be sent by registered letter to the owner of such immovable, who may, within a delay of fifteen days from the receipt of such notice, have his objection lodged in writing, in accordance with the law."

20. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after section 486 thereof, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 486a,
added for
city.

Copies of
subdivi-
sion plan.

"**486a.** Any owner who subdivides his farm or land shall address to the secretary-treasurer, by registered letter, two copies of the official subdivision plan of the same within thirty days from the date on which he has deposited such copies at the registration office. Failing to comply with such formality, after the expiration of the delay of thirty days, he shall be liable to the municipality, to a fine of five dollars per day until he has complied with these provisions."

21. Section 64 of the act 25-26 George V, chapter 124, is replaced by the following:

1935,
c. 124,
s. 64, re-
placed.

"**64.** Section 496 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 496, re-
placed for
city.

"**496.** The council, at its first general sitting after the expiration of the fifteen days mentioned in section 494 shall take into consideration and decide all the complaints made under section 495.

Hearing of
com-
plaints.

After having examined the complaints produced in virtue of section 495, the council shall maintain or alter the roll, as it may deem just."

Decision.

22. Section 69 of the act 25-26 George V, chapter 124, is repealed.

1935, c.
124, s. 69,
repealed.

23. Section 71 of the act 25-26 George V, chapter 124, is replaced by the following:

Id., s. 71,
replaced.

"**71.** Section 523 of the said Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 523,
replaced
for city.

"**523.** The council may impose and levy annually:

Tax on:

Fonds de
marchan-
dises, etc.;

1° Sur tout fonds de marchandises ou tous effets de commerce tenus par des marchands ou des commerçants et exposés en vente dans des magasins ou gardés dans des voûtes, entrepôts ou hangars; sur tout clos ou dépôt de bois brut, scié ou manufacturé, et sur tout clos ou dépôt de charbon ou de tous autres articles de commerce gardés pour la vente, une taxe, dite: taxe commerciale, n'excédant pas un pour cent sur la valeur moyenne estimée desdits fonds de marchandises ou autres effets de commerce;

Commer-
ces, etc.;

2° Sur tous commerces, manufactures, établissements financiers ou commerciaux, occupations, arts, professions, métiers ou moyens de profit et d'existence, exercés ou exploités par une ou des personnes, sociétés ou corporations, dans la cité, une taxe dite: taxe d'affaires, n'excédant pas sept et demi pour cent de la valeur annuelle des lieux occupés dans la cité pour telles fins, en sus des droits annuels ou taxes dont le prélèvement est autorisé par d'autres dispositions de la présente charte;

Locatai-
res;

3° Sur tout locataire payant loyer dans la cité une taxe dite: taxe locative, n'excédant pas huit pour cent de la valeur annuelle des lieux occupés, tel que portée au rôle d'évaluation.

Occu-
pants.

Toute personne occupant une propriété ou partie de propriété dont elle n'est ni propriétaire ni locataire, est tenue au paiement de la taxe locative. Et le conseil peut prescrire que cette taxe est payable par versements semestriels ou trimestriels et dans tels délais qu'il juge à propos de fixer."

S.R.,
c. 233,
a. 525a, aj.
pour la
cité.

24. La Loi des cités et villes, est modifiée, pour la cité, en ajoutant après l'article 525 le suivant:

Taxe sur
téléphone.

"525a. La cité peut prélever de toute personne ou société abonnée au téléphone dans la cité de Joliette, une taxe annuelle n'excédant pas trois dollars par appareil téléphonique relié directement à un échange central.

Percep-
tion.

Le montant de la taxe ainsi imposée devra être ajouté à ses factures mensuelles par la compagnie fournissant le service téléphonique et cette compagnie devra percevoir cette taxe comme agent de la cité de Joliette et la remettre aux

1. On the stock in trade or articles of commerce of all descriptions kept by merchants and dealers and exposed for sale in shops, or kept in vaults, warehouses or store-houses; on all yards or depots for rough, sawn or manufactured wood or lumber; and on all yards or depots for coal or other articles of commerce kept for sale, a tax called: commercial tax, of not more than one per cent on the estimated average value of such stock in trade or other articles of commerce;

Stock in
trade,
etc.;

2. On all trades, manufactures, financial or commercial establishments, occupations, arts, professions, callings or means of profit or livelihood, carried on or exercised by one or more persons, firms or corporations, within the city, a tax called: business tax, of not more than seven and one-half per cent on the annual value of the premises occupied in the city for such purposes, in addition to the annual duties or taxes the imposition whereof is authorized by other provisions of this charter;

Commer-
cial estab-
lishments,
etc.;

3. On all tenants paying rent in the city, a tax called: rental tax, of not more than eight per cent of the annual value of the premises occupied, as entered on the valuation roll.

Tenants;

Every person, occupying property or part of any property of which he is neither the owner nor the lessee, shall be liable for the payment of the rental tax. And the council may enact that such tax be payable by half-yearly or quarterly instalments and within such delays as it may deem expedient to fix."

Occu-
pants.

24. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding, after section 525 thereof, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 525a,
added for
city.

"525a. The city may levy on any person or society subscribing to the telephone in the city of Joliette, an annual tax not exceeding three dollars per telephone apparatus directly connected with a central exchange.

Telepho-
ne tax.

The amount of the tax thus imposed shall be added to its monthly invoices by the company supplying telephone service and such company shall collect this tax as agent of the city of Joliette and refund the same at the dates it may fix.

 Collec-
tion.

dates qu'elle fixera. La cité indemnifiera la compagnie du surcroît de dépenses en lui payant dix pour cent de frais de perception."

The city shall indemnify the company for the surplus expenses by paying thereto ten per cent for the collection costs."

S.R.,
c. 233,
a. 528a, aj.
pour la
cité.

Taxe sur
pompes à
essence.

25. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en ajoutant après l'article 528 le suivant:

"**528a.** La cité de Joliette aura le droit d'imposer une taxe, licence ou permis n'excedant pas cinquante dollars, sur toutes les pompes servant à la vente de l'essence, le coût de ces licences, taxes ou permis pouvant différer suivant que les pompes sont installées sur la propriété publique ou sur la propriété privée."

25. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after section 528 the following:

"**528a.** The city of Joliette shall have the right to impose a tax, license or permit not exceeding fifty dollars, on all pumps used for the sale of gasoline, the cost of such licenses, taxes or permits to differ according as the pumps are installed on public or private property."

R.S.,
c. 233,
s. 528a,
added for
city.

License
on gaso-
line
pumps.

S.R.,
c. 233,
a. 529a, aj.
pour la
cité.

Taxe de
service.

26. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en ajoutant après l'article 529 le suivant:

"**529a.** Le conseil de la cité de Joliette est autorisé, pour fins de perception, à réunir en une seule taxe appelée taxe de service, les taxes suivantes: pour les propriétaires, les taxes d'eau et de vidanges; pour les locataires, les taxes d'eau, les taxes sur les loyers et celles des vidanges. Ces taxes devront cependant apparaître séparément au rôle de perception."

26. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after section 529 the following:

"**529a.** The council of the city of Joliette is authorized, for collection purposes, to combine into a single tax called service tax, the following taxes: for the proprietors, garbage taxes and water-rates; for the tenants, water-rates, taxes on tenants, and garbage taxes. Such taxes shall however appear separately on the collection roll."

R.S.,
c. 233,
s. 529a,
added for
city.

Service
tax.

S.R.,
c. 233,
a. 535,
remp. pour
la cité.

Personnes
responsa-
bles des
taxes.

27. L'article 535 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"**535.** Les taxes municipales imposées sur un immeuble peuvent être réclamées aussi bien de l'occupant ou autre possesseur de cet immeuble que du propriétaire, de même que de tout acquéreur subséquent de cet immeuble; celles qui sont imposées sur un terrain peuvent aussi être réclamées du locataire de ce terrain. Il n'est pas nécessaire que tel occupant, possesseur, acquéreur ou locataire soit inscrit sur le rôle d'évaluation.

Associés.

Dans le cas d'une taxe imposée sur une société à raison des affaires de cette société, la taxe peut être réclamée et recouvrée en entier de tout membre de cette société."

27. Section 535 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

"**535.** Municipal taxes, imposed on any immovable, may be collected from the tenant, occupant or other possessor of such immovable as well as from the owner thereof, or from any subsequent acquirer of such immovable; those which are imposed on any land may also be claimed from the tenant of such land. It is not necessary that such occupant, possessor or acquirer or tenant be entered on the valuation roll.

In the case of any tax imposed on any firm or partnership, in respect of the business of such firm or partnership, such tax may be claimed and recovered in full from any member thereof."

R.S.,
s. 233,
s. 535,
replaced
for city.

Persons
responsi-
ble for
payment
of taxes.

S.R.,
c. 233,
a. 697a,
ab. pour la
cité.

28. L'article 697a de la Loi des cités et villes, édicté pour la cité de Joliette par l'article 85 de la loi 25-26 George V, chapitre 124, est abrogé.

28. Section 697a of the Cities and Towns Act, as enacted for the city of Joliette by section 85 of the act 25-26 George V, chapter 124 is repealed.

R.S.,
c. 233,
s. 697a, re-
pealed for
city.

S.R.,
c. 233,
a. 697e
remp. pour
la cité.

29. L'article 697e de la Loi des cités et villes, édicté pour la cité de Joliette par l'article 85 de la loi 25-26 George V, chapitre 124, est remplacé par le suivant:

Garanties
exigibles.

"697e. Toute personne qui obtient un contrat de travaux de la cité de Joliette, doit fournir, pour assurer l'exécution dudit contrat, des garanties déterminées par le conseil avant l'adjudication du contrat; quand le contrat excède mille dollars, une garantie doit être nécessairement exigée sous peine de nullité du contrat."

Indemnité
auto-
risée.

30. Dans le but de dédommager la corporation de Saint-Paul de Lavaltrie de la perte de revenus qu'elle subit par suite de l'annexion ci-dessus mentionnée, la cité de Joliette paiera à ladite corporation de Saint-Paul de Lavaltrie une indemnité de deux mille dollars à raison de deux cents dollars par année pendant dix ans, à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Idem.

31. Les commissaires d'écoles de la ville de Joliette devront payer annuellement, pendant cinq ans, aux commissaires d'écoles de la municipalité du Ruisseau Saint-Pierre une somme de quatre cents dollars jusqu'à concurrence de la somme de deux mille dollars et ce le 1er mai de chaque année, à compter du 1er mai 1947.

Taux non
modifiés.

32. Les taux des taxes municipales sur les lots actuellement en culture ou non subdivisés et qui, en vertu de la présente loi, sont détachés des municipalités de Saint-Paul de Lavaltrie et de Saint-Pierre et sont annexés à la cité de Joliette resteront conformes aux taux actuels dans lesdites municipalités de Saint-Paul et de Saint-Pierre, tant et aussi longtemps que lesdits lots ne seront pas concédés ou qu'ils demeureront en culture.

Entrée en
vigueur.

33. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

29. Section 697e of the Cities and Towns Act, as enacted for the city of Joliette by section 85 of the act 25-26 George V, chapter 124 is replaced by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 697e re-
placed for
city.

"697e. Every person who obtains a contract for works from the city of Joliette, shall furnish, to ensure the carrying out of the said contract, guarantees fixed by the council before the awarding of the contract; whenever the contract exceeds one thousand dollars, a guarantee must necessarily be required under pain of nullity of said contract."

Guaran-
tees exigi-
ble by
city.

30. With a view to compensate the corporation of St. Paul de Lavaltrie for the loss of revenues which it sustains through the annexation above-mentioned, the city of Joliette shall pay to the said corporation of St. Paul de Lavaltrie an indemnity of two thousand dollars at the rate of two hundred dollars per annum during ten years, as from the coming into force of this act.

Indemnity
author-
ized.

31. The school commissioners of the town of Joliette shall pay annually, during five years, to the school commissioners of the municipality of Ruisseau St. Pierre a sum of four hundred dollars up to the sum of two thousand dollars and this on the 1st of May of each year, as from the 1st of May 1947.

Idem.

32. The rates of the municipal taxes on the lots now under cultivation or unsubdivided and which, under this act, are detached from the municipalities of St. Paul de Lavaltrie and of St. Pierre and are annexed to the city of Joliette shall remain according to the present rates in the said municipalities of St. Paul and of St. Pierre, so long as the said lots shall not be conceded or shall remain under cultivation.

Rates not
amended.

33. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.